

## Permettre un monde durable pour les générations à venir

Il n'y a pas de concurrence entre les peuples, c'est pour cela que je manifeste

**le 1<sup>er</sup> mai 2016 à DELLE à 10h00**  
**Halle des 5 Fontaines !**

Mais je profite aussi d'une journée conviviale en famille autour de concerts et de débats

*11h30 Jazz manouche avec : Les Manouches rient*

*13h00 table ronde et débats autour des droits des salariés*

*14h00 reprises de variétés avec : Dancing Sing*

*15h00 table ronde et débats autour du développement des transports collectifs entre la France et la Suisse*

*16h00 chanson populaire déjantée : Maggy Bolle*

*17h00 métal avec : les Blackhseeps*

Le tout arrosé de boissons, glaces et barbecue !

### Dans le monde

Si pendant plusieurs décennies, le « progrès social » s'illustrait par une avancée des droits, des libertés et des conditions matérielles pour les travailleur-ses, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le chômage augmente dans tous les pays, 40 % des travailleur-ses dans le monde n'ont pas de contrat de travail, des dizaines de millions d'enfants sont contraints de travailler. Près d'un milliard et demi de personnes vit avec moins de 4.5 euros par jour, 70 % de la population mondiale n'a pas de système de protection sociale, le droit de grève et les libertés syndicales sont loin d'être un droit universel. La version néolibérale de la mondialisation a fait de la concurrence entre les salariés, un absolu qui s'est étendu à la planète entière. Les dégâts humains de cette véritable guerre sociale sont énormes et entraîne notamment la montée des idées nationalistes et d'extrême droite.

C'est en Europe que les droits sociaux sont les plus élaborés, grâce à de riches histoires sociales, de puissants combats syndicaux. Ces droits sociaux sont fréquemment présentés comme des « privilèges » d'un autre temps.

Les réformes actuellement menées dans tous les pays européens tirent les droits sociaux vers le bas.

Dès que les pays les plus avancés s'engagent dans un mouvement de renoncement, ils envoient un mauvais signe à ceux qui luttent pour plus de droits.

On peut toujours présenter les Européens comme une minorité, des privilégiés qui devraient renoncer, mais que veut-on pour l'avenir de tous et toutes ?



**En Europe**

**En France**

La France s'apprête à réformer sa législation sur le travail avec la loi El Khomri après toute cette succession de lois et réformes régressives (ANI, territoriale, santé, Macron, ferroviaire, pacte de responsabilité, ...). Cela a eu pour conséquence de dégrader l'accès au travail, les conditions de travail, de vie, les salaires, les pensions et les services publics.

Depuis plus de trente ans, ces politiques d'austérité sont mises en place par les différents gouvernements. Les cadeaux donnés au patronat **sans contre-partie**, en exonérations fiscales et sociales sont estimés à plus de 220 milliards d'euros par an. Et plus les cadeaux sont gros, plus le chômage, la précarité et la misère augmentent !

## En Suisse

La politique du franc fort menée par la Banque Nationale Suisse, met en danger les industries, les commerces, le tourisme et surtout a des répercussions très graves sur les travailleur-ses. Les conditions de travail se détériorent, le chômage augmente, le temps de travail augmente, les salaires baissent. Là aussi c'est le peuple qui paie les choix politiques et financiers. La main-d'œuvre française est utilisée pour tirer vers le bas les droits des travailleur-ses Suisse.

## Quelles sont les origines de cette situation ?

Le système capitaliste a longtemps compensé le travail par une rémunération au « mérite » mais aujourd'hui ce n'est plus le cas, la gestion des travailleur-ses est faite par la peur, le chantage à l'emploi. Il utilise les différences, les asymétries, la misère entre les pays pour mieux exploiter les populations et les mettre en concurrence et ainsi gagner encore plus.

Les possédants se partagent le monde, ils investissent où ils veulent. L'argent n'a pas de frontière, de couleur, de religion !

L'évasion fiscale anéantit l'économie des pays et de fait, met en péril toute la protection sociale des populations et leurs services publics.

La justice faite par les riches pour les riches ne règlera pas ces vols organisés !

## Qui sont les responsables ?

Certainement le 1% de la population qui détient les 99 % des richesses mondiales.

Le patronat et le monde de la finance considèrent le travail comme un marché, comme un coût, divisent les populations, mettent en concurrence les travailleur-ses, sacrifient des vies humaines au nom de la rentabilité et du profit.

Mais aussi peut-être, nous, qui nous nous laissons endormir par les médias, le fatalisme, le repli sur soi et,

qui de fait, acceptons leurs choix et leurs politiques d'austérité.

## Comment en sortir ?



Nous savons que la solution n'est pas le repli sur soi nationaliste, mais la promotion de l'égalité des êtres humains par l'adoption dans tous les pays du monde des normes protectrices et élevées tant en terme de rémunérations que de conditions de travail et de vie par le biais de l'Organisation International du Travail. Cela passe aussi par le développement du syndicalisme international sur les territoires, avec notamment la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

- Passons à l'offensive et proposons d'autres choix, une autre façon de lutter, de nous organiser en international.
- Exigeons l'égalité des droits des travailleurs entre pays.
- Exigeons un monde durable pour les futures générations basé sur le respect de l'humain et de la planète.
- Exigeons la libre circulation des personnes avec la Suisse qui constitue un droit fondamental des travailleur-ses.
- Construisons ensemble une plate forme revendicative qui permettra de développer l'emploi, d'améliorer l'attractivité de nos territoires par la mise en place d'une véritable politique industrielle, d'un développement des services publics et de nouveaux droits pour les travailleur-ses.